

Le gouvernement est fébrile

Le gouvernement, droit dans ses bottes, a décidé de continuer sa communication sur le même mode. Il ne recule pas.

-> En ciblant les régimes spéciaux, il prend à partie les cheminot-es et le personnel de la RATP dont les départs anticipés en retraite sont justifiés par la spécificité des métiers. Il oublie que les salarié-es de l'industrie, du commerce, des associations, de la chimie, de l'agro-alimentaire, des entreprises privées de transport ont été très nombreux et nombreuses dans la grève et les manifestations ce 5 décembre et que certain-es ont décidé de reconduire ce vendredi. Et il utilise des arguments fallacieux. Ainsi, il dit que dans le secteur privé les gens partent bien au-delà de l'âge légal. En retraite oui, mais pas du travail : chômage et maladie, le taux d'emploi des 60 à 64 ans n'était que de 29,2% en 2017.

-> Il répond aux enseignant-es très massivement mobilisé-es qu'il ne faut pas « une application absurde des nouvelles règles qui les pénaliseraient ». Mais cette « application absurde » est juste celle préconisée dans la réforme. Dire aujourd'hui aux enseignant-es qu'ils et elles ne perdront rien, c'est laisser croire que le gouvernement serait prêt à des augmentations salariales très conséquentes pour le personnel de l'Education nationale. Et ce faisant il oublie tout le reste de la fonction publique qui a connu une grève exceptionnelle car tous les fonctionnaires sont perdant-es.

-> Il dit vouloir remplacer la solidarité des métiers par celle des français. Nous ne sommes pas opposé-es à la solidarité de tous celles et ceux qui travaillent (y compris les étranger-ères travaillant en France et ont des droits à la retraite). Mais pour nous cette solidarité entre tous ceux et celles qui travaillent doit permettre :

- un âge légal départ à 60 ans maximum et des départs anticipés pour tenir compte des pénibilités et des acquis professionnels dont nous pensons qu'ils doivent être discutés et étendus.
- une pension à 75% du dernier ou des meilleurs salaires et aucune pension en dessous du Smic.

Le gouvernement ne bouge pas.

Notre pression est forte !

Notre détermination est totale pour gagner le retrait et imposer une autre réforme !

Nous reconduisons la grève !

**31 rue de la
Grange aux belles
75 010 Paris**

**Téléphone 33 1 58 39 30 20
Télécopie 01 43 67 62 14**

**contact@solidaires.org
www.solidaires.org**

